VILLE FRATERNELLE
SARCELLES

N° : 2026-540

ARRÊTÉ DE CIRCULATION TEMPORAIRE

RÉHABILITATION DES RÉSEAUX D'EAUX USÉES ET D'EAUX PLUVIALES

ROUTE DE CALAIS

Le Maire de la ville de Sarcelles,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2213-1 et suivants,

Vu le Code de la Route, et notamment ses articles R 417-1, R 417-6, R 417-12, R 415-11 et R 411-8, R 417-10,

Vu le Code Pénal, et notamment son article R.610-5,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et les modifications intervenues à cette date,

Vu l'arrêté interministériel du 15 juillet 1974 relatif à la signalisation temporaire et par application des schémas et directives contenus dans les deux manuels du Chef de chantier (SETRA – Dernière Edition),

Vu l'arrêté n°2008-525 du 25 février 2008 relatif à la règlementation de la collecte mécanisée des déchets ménagers et assimilés et la responsabilité des particuliers, des industriels et des commerçants et artisans pour les nuisances causées par les déchets, et notamment son article 15,

Vu l'arrêté n°2026-222 du 07 avril 2026, de la ville de Sarcelles, portant délégation de fonctions à Monsieur Sambou DIABY, Maire Adjoint chargé de la mobilité douce, de la voirie, des stationnements, des transports, des réseaux, et des cimetières,

Considérant les travaux de réhabilitation des réseaux d'eaux usées et d'eaux pluviales – route de Calais, que doit effectuer l'entreprise L'ESSOR – 21 rue du Docteur Roux (95217) SANNOIS, pour le compte de Communauté d'Agglomération Plaine Vallée – 1 rue de L'Égalité – (95233) SOISY-SOUS-MONTMORENCY,

Considérant qu'il convient de réglementer temporairement la circulation pendant la durée des travaux.

ARRÊTE

Article 1 : L'entreprise l'ESSOR – Siret n°348 884 651 00012, effectuera des travaux de réhabilitation des réseaux d'eaux usées et d'eaux pluviales – route de Calais, sur la commune de Sarcelles.

Article 2 : Les travaux se dérouleront, de 07h30 à 17h00, du lundi 12 octobre 2026 vendredi 23 octobre 2026 inclus.

.../....

VILLE FRATERNELLE
SARCELLES

N° : 2026-540
(suite 2)

Article 3 : La circulation des véhicules, route de Calais du n°36 au n°26 sera en double sens en direction de Beauvais.
Des déviations seront mises en place temporairement par l'entreprise pendant la période de travaux.

Article 4 : L'entreprise susvisée en article 1 sera chargée :

- d'installer d'une part un panneau indiquant « la nature des travaux, le nom du maître de l'ouvrage, la durée et la date du début de ces travaux », et d'autre part un dispositif de sécurisation des travaux avec une signalisation routière et piétonne, des barrières de chantier,

- de mettre en place une circulation réduite sur l'emprise du chantier par demi-chaussée et réglée par le personnel de chantier ou des feux tricolores provisoires, selon les nécessités et des prescriptions spécifiques, du **SDIS95**, de **SIGIDURS** et du **Département**,

- d'assurer, durant les travaux et leurs phasages, le transport des conteneurs à poubelles à ordures ménagères aux extrémités des chantiers, aux fins de collectes, aux jours et heures de passages de l'entreprise chargée du ramassage sur la ville. A défaut, elle collectera à ses frais, les ordures ménagères qui n'auraient pu être collectées par la collectivité territoriale, conformément à l'article 15 de l'arrêté n°2008-525 du 25 février 2008,

- de maintenir un état de propreté acceptable, aux abords du chantier et sur les zones de passage du public comprises dans le chantier, par le biais d'une aire de lavage, pendant toute la durée des travaux,

- de remettre à l'identique le trottoir ainsi que tout le mobilier urbain et/ou les bordures enlevées pour les nécessités du chantier.

Article 5 : Le non-respect d'une des clauses du présent arrêté entraînera la suspension immédiate du chantier.

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise, sis 2-4 boulevard de l'Hautil – BP 30322 – 95027 Cergy-Pontoise cedex, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur le site de la ville de Sarcelles.

Article 7 : Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur Général des Services Techniques, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police, Monsieur le Chef de la Police Municipale et tous les agents de la Force Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à SARCELLES, le 07/10/2026

Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué

VILLE DE SARCELLES

Sambou DIABY